

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/M/41
16 juillet 2002

(02-3960)

Comité des règles d'origine

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 28 JUIN 2002

Président: M. Stefan Moser

	<u>Page</u>
I. RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ TECHNIQUE DES RÈGLES D'ORIGINE.....	1
II. IDENTIFICATION DES PRINCIPALES QUESTIONS DE FOND À RENVOYER AU CONSEIL GÉNÉRAL POUR EX AMEN ET DÉCISION	4
III. QUESTIONS À RÉSOUDRE AU COMITÉ.....	4
IV. APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES.....	5
V. CONSÉQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES SUR LES AUTRES ACCORDS DE L'OMC	6
VI. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 ET DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE.....	12
VII. AUTRES QUESTIONS	12
A. DATES ET ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE RÉUNION	12

I. RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU COMITÉ TECHNIQUE DES RÈGLES D'ORIGINE

1.1 Le représentant de l'OMD, M. P-P. de Vaucher, a déclaré que le Comité technique des règles d'origine (CTRO) avait tenu sa réunion précédente au siège de l'OMD à Bruxelles du 18 au 20 février 2002, sous la présidence de M. Stefan Moser (Suisse).

A. TROISIÈME RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LES ASPECTS TECHNIQUES DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD ET DE LA SITUATION EN CE QUI LE CONCERNE

Ce rapport, qui couvrait la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001, rendait compte des travaux réalisés par le CRO et le CTRO et des activités d'assistance technique menées à bien par les fonctionnaires de l'OMD. Il faisait en outre référence aux études que le secrétariat de l'OMD avait entreprises à la demande du CTRO.

B. TROISIÈME EXAMEN ANNUEL SUR LES ASPECTS TECHNIQUES DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU FONCTIONNEMENT DES PARTIES II ET III DE L'ACCORD

Ce rapport, qui couvrait la même période, indiquait qu'aucune question spécifique n'avait été portée à l'attention du CTRO au titre des parties II et III. Le rapport indiquait également quels travaux avait menés le secrétariat de l'OMD à la demande du CTRO.

C. RECTIFICATIONS TECHNIQUES TENANT COMPTE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA VERSION 2002 DU SYSTÈME HARMONISÉ

Comme lors de la 19^{ème} session du CTRO et compte tenu du fait que celui-ci n'avait pas été mandaté pour ce travail par le CRO, il avait été décidé que ces rectifications devaient être examinées de manière informelle en dehors de la séance officielle du CTRO.

Un fonctionnaire de l'OMD avait présenté en détail les conséquences de ces rectifications techniques sur les règles qui figurent au chapitre 48 (cette présentation Powerpoint était accessible sur le site Web de l'OMD réservé aux membres).

D. ORIENTATIONS PRATIQUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

Le secrétariat de l'OMD avait présenté un document concernant les orientations pratiques pour la mise en œuvre de l'Accord. Ce document donnait des informations pratiques et techniques sur les dispositions à prendre pour pouvoir appliquer l'Accord dans le travail quotidien. Il donnait par exemple des indications sur:

- les instruments légaux internationaux ou nationaux auxquels on pouvait se référer pour mettre en place un dispositif juridique adéquat;
- les renseignements techniques à connaître pour la détermination de l'origine;
- les choix possibles du dispositif organisationnel nécessaire pour l'information des opérateurs économiques et le suivi des questions ayant trait aux règles d'origine harmonisées.

Ce document pouvait être utile aux fonctionnaires des pays membres qui seraient en charge de l'application des règles d'origine sur le terrain, mais aussi à ceux qui seraient chargés de la formation des douaniers et à ceux qui devraient transmettre tous les renseignements utiles au secteur privé.

E. ÉTUDES COMPARATIVES SUR LA CERTIFICATION DE L'ORIGINE

Sur la base d'un questionnaire auquel 85 administrations avaient répondu, le secrétariat de l'OMD avait présenté une étude comparative des diverses procédures de certification de l'origine non préférentielle utilisées dans le monde.

Après un débat technique, le CTRO avait estimé qu'il n'était pas nécessaire de modifier les procédures existantes. Pour l'avenir, certains pays avaient estimé qu'un certificat n'était pas nécessaire, d'autres avaient eu un point de vue contraire et certains avaient pensé qu'un certificat ne devait être exigible que dans des situations bien déterminées.

À ce jour, c'était normalement le pays d'importation qui demandait ou non un certificat d'origine à l'importation. Le cas échéant, ce certificat était visé dans le pays d'exportation par un organisme agréé (Chambre de commerce, par exemple) ou par le Ministère du commerce, ou encore par le service des douanes.

Le CTRO avait aussi demandé au secrétariat de l'OMD de suivre les travaux menés alors en vue d'utiliser des moyens électroniques.

F. MÉCANISME D'AMENDEMENT DES RÈGLES D'ORIGINE

Suite à une demande formulée par le CTRO à sa 19^{ème} session, le secrétariat de l'OMD avait proposé un mécanisme permettant d'actualiser régulièrement les règles d'origine harmonisées après leur achèvement et de proposer tout amendement nécessaire. Le Comité technique avait adopté en principe le mécanisme proposé lors de sa 20^{ème} session. Une version révisée du document, élaborée après la session et tenant compte des observations des membres (voir l'annexe E/2 au document OC0071E2 (rapport de la 20^{ème} session)) avait été transmise au CRO par le Président du CTRO, pour examen.

Le CTRO s'était estimé qualifié pour réaliser les travaux techniques prévus par l'article 6:3 (mécanisme de révision) de l'Accord, notamment les remaniements d'ordre technique à apporter aux règles d'origine harmonisées, qui nécessitent i) un travail important de la part du secrétariat de l'OMD et ii) une connaissance approfondie des règles d'origine et du Système harmonisé.

Le CTRO avait également estimé que le cycle de révision d'une durée de cinq ans adopté par le Comité du SH devrait être utilisé pour réviser les règles d'origine harmonisées en vue de les rendre plus pratiques et de les actualiser pour tenir compte des nouveaux procédés de production résultant d'un changement technologique. La durée de vie des produits étant toujours plus courte, la pression qui s'exercerait pour que les règles harmonisées demeurent mises à jour serait importante; dans le même temps, un amendement plus rapide des règles pourrait s'avérer problématique compte tenu de la nécessité d'instaurer un certain degré de stabilité à long terme et des procédures législatives inévitables en vue d'adopter les amendements. Le CTRO avait donc jugé qu'un cycle de révision d'une durée de cinq ans semblait à cet égard la solution la plus pratique.

G. AUTRES INFORMATIONS

- Situation concernant les membres/observateurs: la Chine (République populaire de) et le Taipei chinois étaient devenus membres du CTRO.
- Évolution intervenue depuis la précédente session: le CTRO avait pris acte des renseignements communiqués par le Directeur.
- Progrès réalisés par le CRO: le CTRO avait pris acte des progrès réalisés à Genève. Le CTRO avait décidé que les documents relatifs à cette question devraient être publiés sur le site Web réservé aux membres, être actualisés et ne plus être imprimés.
- Publication des documents/rapports du CTRO: le CTRO avait approuvé la proposition du secrétariat de l'OMD concernant la mise à la disposition du public des documents en question, faisant observer que les noms des membres ne devraient plus être indiqués dans certaines circonstances.
- Utilisation du "Forum de discussion": le CTRO avait pris acte des renseignements communiqués. Ce site serait utilisé en vue de procéder à des échanges de vues informels sur diverses questions, comme par exemple les rectifications d'ordre technique.
- Liste des correspondants: une "liste de correspondants" serait prochainement publiée sur le site Web réservé aux membres. Cette liste indiquerait les fonctions des délégués, leurs adresses postales et électroniques et leurs numéros de téléphone et de télécopie.

1.2 Le CRO a pris note du rapport et s'est félicité de la qualité et de la continuité des travaux du CTRO. Le CRO est convenu en outre de revenir sur la question "Proposition de mécanisme permettant au CTRO de communiquer ses vues au CRO en ce qui concerne les amendements à apporter aux règles d'origine harmonisées" (G/RO/51) lors d'une réunion ultérieure.

II. IDENTIFICATION DES PRINCIPALES QUESTIONS DE FOND À RENVOYER AU CONSEIL GÉNÉRAL POUR EXAMEN ET DÉCISION

2.1 Le CRO a identifié les questions de fond ci-après à soumettre au Conseil général pour examen et décision:

- Appendice 1, définition 2 i);
- questions n° 4 ii), 6 ii), 12, 15, 2, 16 à 20, 22, 91, 95, 110, 31, 79, 81, 45, 53, 55 à 64, 77, 78, 98, 99, 101, 36, 66, 76, 100, 106, 121 à 125 et 35 des chapitres 1 à 24;
- questions n° 1 et 8 des chapitres 25 à 27;
- questions n° 2, 4 et 5 des chapitres 28 à 40;
- questions n° 6 et 7 des chapitres 41 à 43;
- questions n° 12, 13, 35, 37, 47, 58, 45, 46, 49, 50, 48, 55, 59, 61, 62, 69, 63 à 67, 71, 75 et 77 des chapitres 50 à 63;
- questions n° 12, 9, 13 et 14 des chapitres 64 à 67;
- questions n° 3 et 5 des chapitres 72 à 74;
- questions n° 1, 33, 56, 59, 60, 69 et 75 à 77 des chapitres 84, 85 et 90; et
- question n° 1 du chapitre 91.

III. QUESTIONS À RÉSOUDRE AU COMITÉ

3.1 Le Président a déclaré ce qui suit:

Chapitres 1 à 24

- Questions n° 49 et 50: la recommandation du Président concernant le n° ex 1604 a) a fait l'objet d'un consensus (CP, sous réserve de la note de chapitre 1 a)) (sous réserve de l'accord des CE et des États-Unis).
- Question n° 54: un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A (CPF).
- Question n° 75: un consensus de plus en plus fort s'est dégagé en faveur de l'option D (ne conférant pas l'origine).
- Question n° 93: un consensus s'est dégagé en faveur de l'option B (CP).
- Question n° 110: un consensus de plus en plus fort s'est dégagé en faveur de la recommandation du Président (CP, sauf à partir des n° 04.01 à 04.03).

Chapitres 28 à 40

- Question n° 22: un consensus s'est dégagé en faveur de l'option A (CP, ou changement au sein de cette position résultant du découpage sous forme de disques, plaquettes ou formes similaires, du polissage ou du revêtement à l'aide d'une matière épitaxiale).

Chapitres 84, 85 et 90

- Question n° 13: un consensus s'est dégagé en faveur de la suppression de cette question.

Chapitres 93 à 97

- Question n° 6: la recommandation du Président a fait l'objet d'un consensus (CP ou changement à partir des n° 9401.90/9403.90, pour autant qu'une partie essentielle du meuble soit déjà originaire) (sous réserve de l'accord de MEX, MAR et THA).
- Question n° 7: la recommandation du Président a fait l'objet d'un consensus (CP ou CPF pour autant qu'une partie essentielle du meuble soit déjà originaire).
- Question n° 12: un consensus s'est dégagé en faveur de l'option C (CP) (sous réserve de l'accord de AUS, MAR et THA).

3.1 Le CRO a pris note de la déclaration.

IV. APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES

4.1 Le CRO a approuvé les propositions ci-après concernant les règles d'origine harmonisées:

- Chapitres 1 à 24 - Question n° 23: approbation de l'option B (la règle principale applicable au n° 0408.99 devrait être libellée comme suit: "le pays d'origine des marchandises de cette sous-position est celui dans lequel les œufs sont obtenus à partir d'animaux").
- Chapitres 1 à 24 - Questions n° 24 et 25: approbation de l'option C (la règle principale applicable au n° 0408.19 devrait être libellée comme suit: "le pays d'origine des marchandises de cette sous-position est celui dans lequel les œufs sont obtenus à partir d'animaux").
- Chapitres 1 à 24 - Questions n° 112 et 113: approbation de l'option A (l'actuel n° ex 13.02 c) devrait être renuméroté pour devenir le n° ex 13.02 a) et la règle principale applicable à cette position devrait être libellée comme suit: "CPF"; les actuels n° ex 13.02 a), ex 13.02 b) et ex 13.02 e) devraient être renumérotés pour devenir le n° ex 13.02 c) (autres) et la règle principale applicable à cette position devrait être libellée comme suit: "CC".
- Chapitres 50 à 63 - Question n° 3: approbation de l'option B:
 - les n° ex 50.04 a), ex 50.05 a) et ex 50.06 b) devraient être supprimés; les n° ex 50.04 b) et c), ex 50.05 b) et c) et ex 50.06 c) et d) devraient être renumérotés pour devenir respectivement les n° ex 50.04 a) et b), ex 50.05 a) et b) et ex 50.06 b) et c); chaque règle principale applicable aux nouveaux n° ex 50.04 b) et ex 50.05 b) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir du n° 50.06"; la règle principale applicable au nouveau n° ex 50.06 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 50.04 ou 50.05";

- chaque règle principale applicable aux n° ex 51.06 c), ex 51.07 c) et ex 51.08 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir du n° 51.09"; la règle principale applicable au n° ex 51.09 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 51.06 à 51.08";
- la règle principale applicable au n° ex 51.10 c) devrait être libellée comme suit: "CP";
- chaque règle principale applicable aux n° ex 52.05 c) et ex 52.06 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 52.04 ou 52.07";
- la règle principale applicable au n° ex 52.07 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 52.04 à 52.06";
- chaque règle principale applicable aux n° ex 53.06 c), ex 53.07 c) et ex 53.08 c) devrait être libellée comme suit: "CP";
- les n° ex 54.01 a), ex 54.04 a) 1), ex 54.04 c) 1), ex 54.05 a) 1), ex 54.05 c) 1) et ex 54.06 a) devraient être supprimés; les n° ex 54.01 b) et c), ex 54.04 b) 1) et a) 2) et b) 2), ex 54.05 b) 1) et a) 2) et b) 2), ex 54.06 b) et c) devraient être renumérotés pour devenir respectivement les n° ex 54.01 a) et b), ex 54.04 a) et b) 1) (autres - découpés à partir de feuilles) et b) 2) (autres - autres), ex 54.05 a) et b) 1) (autres - découpés à partir de feuilles) et b) 2) (autres - autres) et ex 54.06 a) et b); la règle principale applicable au nouveau n° ex 54.01 b) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 54.02 à 54.06"; chaque règle principale applicable aux nouveaux n° ex 54.04 b) 2) et ex 54.05 b) 2) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 54.01 ou 54.06"; la règle principale applicable au n° ex 54.06 b) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 54.01 à 54.05" (voir le document G/RO/W/67/Rev.3 pour la règle principale applicable aux nouveaux n° ex 54.04 b) 1) et ex 54.05 b) 1) - "CP, sauf à partir des n° 39.20 ou 39.21");
- la règle principale applicable au n° ex 55.08 c) devrait être libellée comme suit: "CP, par filature à l'âme à partir de fils ou de fibres"; chaque règle principale applicable aux n° ex 55.09 c) et ex 55.10 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 55.08 ou 55.11; la règle principale applicable au n° ex 55.11 c) devrait être libellée comme suit: "CP, sauf à partir des n° 55.08 à 55.10";
- Chapitres 84, 85 et 90 - Question n° 55: suppression de cette question.
- Chapitres 86 à 90 - Question n° 71: suppression de cette question.
- Chapitres 86 à 90 - Questions n° 72, 73 et 74A: suppression de ces questions.¹

V. CONSÉQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLES D'ORIGINE HARMONISÉES SUR LES AUTRES ACCORDS DE L'OMC

5.1 Le Président a noté que, reconnaissant que, comme le pensaient plusieurs Membres, seul un accord entre les Membres sur les conséquences des règles d'origine harmonisées sur les autres accords de l'OMC permettrait de progresser de manière significative, le CRO avait mené, ces dernières années, des discussions intensives sur cette question soulevée en 1998. Six communications avaient

¹ Deux options doivent être conservées dans les documents pertinents.

été présentées à ce sujet: par l'Inde (G/RO/W/28/Rev.1, 30, 42 et 50); par les États-Unis (G/RO/W/32, 48 et 65); par la République dominicaine et le Honduras (G/RO/W/33); par El Salvador (G/RO/W/34); par la Corée (G/RO/W/38); et par le Japon (G/RO/W/66 et 74) (G/RO/M/15, paragraphes 2.2 à 2.4; G/RO/M/16, paragraphes 3.1 à 3.3; G/RO/M/19, paragraphes 2.1 à 2.8; G/RO/M/23, paragraphes 4.1 à 4.13; G/RO/M/26, paragraphes 4.1 à 4.9; G/RO/M/37, paragraphes 3.1 à 3.3; G/RO/M/40, paragraphes 4.1 à 4.27).

5.2 Le Président a présenté la proposition ci-après au CRO pour adoption:

"1. conformément à l'article 3 a) de l'Accord sur les règles d'origine ("l'Accord"), les Membres devraient faire en sorte, lors de la mise en œuvre des résultats du programme de travail pour l'harmonisation, d'appliquer les règles d'origine harmonisées de manière égale pour tous les instruments non préférentiels de politique commerciale visés à l'article premier de l'Accord, dans lesquels des règles d'origine sont utilisées; et

2. chaque Membre, conformément aux droits et obligations qui résultent pour lui des dispositions des Accords de l'OMC [autres que le présent Accord], décidera si des règles d'origine sont utilisées dans ses instruments non préférentiels de politique commerciale."

5.3 Le représentant du Brésil a fait part, à titre préliminaire, de sa préoccupation au sujet des mots "dans lesquels des règles d'origine sont utilisées" qui figurent à la fin du paragraphe 1 de la proposition du Président et a déclaré que cette citation sélective des dispositions de l'Accord pouvait donner à penser que le CRO avait l'intention d'interpréter ces dispositions, ce qui sortait du cadre de son mandat. Étant donné que les dispositions de l'Accord étaient très claires, il ne souhaitait pas qu'elles soient énoncées à nouveau au paragraphe 1. Le paragraphe 2 de la proposition du Président semblait indiquer que chaque Membre était libre de choisir quand appliquer des règles d'origine, alors qu'à son avis, les Membres, en signant l'Accord sur l'OMC, avaient souscrit des engagements contraignants aux termes desquels chaque fois que la détermination de l'origine était prescrite par un accord de l'OMC, les règles d'origine harmonisées devaient être appliquées de manière égale. Le principe fondamental qui sous-tendait le programme de travail pour l'harmonisation était d'avoir des règles d'origine qui soient appliquées de manière cohérente.

5.4 Le représentant des Communautés européennes a déclaré que les CE procédaient encore à l'examen de la proposition du Président et il a rappelé que les Membres étaient parvenus à un accord sur le programme de travail pour l'harmonisation parce qu'ils voulaient créer un cadre prévisible et clair concernant l'application de règles d'origine par tous les acteurs du commerce international, comme par exemple les producteurs, les importateurs, les exportateurs et les douanes. Il a estimé qu'il était préférable, au paragraphe 1 de la proposition du Président, de se tenir au texte original plutôt qu'à une citation partielle. Au sujet du paragraphe 2, il s'est demandé si le fait de laisser aux Membres la liberté de décider d'utiliser ou non des règles d'origine conduirait réellement à créer un environnement prévisible.

5.5 Le Président a déclaré que le paragraphe 1 n'était pas une citation sélective étant donné que l'article 3 a) de l'Accord faisait référence à l'article 1:2 dans lequel les règles d'origine étaient définies comme comprenant toutes les règles d'origine "utilisées" dans les instruments non préférentiels de politique commerciale; il n'y avait donc rien d'ajouté ni de retranché dans le paragraphe 1 de la proposition du Président. Quant au paragraphe 2, il n'impliquait pas que chaque Membre était entièrement libre de choisir d'utiliser ou non des règles d'origine. Il disposait que chaque Membre, "conformément aux droits et obligations qui résultent pour lui des dispositions des Accords de l'OMC autres que le présent Accord", devait décider si des règles d'origine étaient utilisées dans ses instruments non préférentiels de politique commerciale. Ainsi, si tel ou tel comité de l'OMC décidait d'utiliser des règles d'origine à certaines fins dans son domaine d'activité, tous les Membres seraient tenus d'appliquer les règles d'origine harmonisées à ces fins. À l'article IV:1 de l'Accord sur les

marchés publics, on lisait: "une partie n'appliquera pas, à des produits importés ou à des services fournis aux fins d'un marché public ..., des règles d'origine différentes de celles qui s'appliqueront, dans des opérations commerciales normales ..." et à l'article IV:2 du même accord: "Après l'achèvement du programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine des marchandises qui sera exécuté dans le cadre de l'Accord sur les règles d'origine ..., les Parties tiendront compte des résultats de ce programme de travail et de ces négociations lorsqu'elles modifieront le paragraphe 1 selon qu'il sera approprié". Il semblait donc que les Membres qui étaient Parties à cet accord plurilatéral étaient liés par une certaine obligation relativement à l'application des règles d'origine harmonisées. De même, les règles d'origine étaient apparemment nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Dans de nombreux cas cependant, comme l'a souligné le Président, il était possible d'utiliser les instruments non préférentiels de politique commerciale sans appliquer de règles d'origine. Par exemple, certains Membres décidaient, au titre des articles I^{er} et II du GATT de 1994, de n'accorder qu'aux Membres le bénéfice de leurs taux NPF et utilisaient les règles d'origine pour opérer une discrimination à l'encontre des non-Membres, alors que d'autres Membres décidaient d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée non seulement aux Membres mais aussi aux non-Membres. Dans ce dernier cas, les Membres n'avaient pas besoin des règles d'origine. Il en était de même pour la réglementation relative au marquage de l'origine. En vertu de l'article IX du GATT de 1994, chaque Membre pouvait décider d'exiger ou non des importateurs qu'ils apposent des marques d'origine sur les marchandises importées et, dans le cas où il exigeait un tel marquage, pouvait décider quels produits étaient soumis à cette obligation. Si un Membre adoptait pour politique commerciale de n'imposer aucun marquage d'origine, les règles d'origine ne seraient pas utilisées. En résumé, l'idée exprimée dans la proposition du Président était qu'en application des articles 3 a) et 1:2 de l'Accord, les règles d'origine harmonisées soient appliquées lorsqu'un Membre utilisait des règles d'origine soit de sa propre initiative, soit conformément aux dispositions des Accords de l'OMC, afin d'appliquer certains instruments non préférentiels de politique commerciale. Dans ce cas, les Membres devraient appliquer les uniques règles d'origine harmonisées de manière égale pour tous les instruments non préférentiels de politique commerciale dans lesquels ils utilisaient des règles d'origine. Ils ne devraient pas être autorisés à appliquer différentes règles d'origine à diverses fins.

5.6 Le représentant des Philippines a déclaré qu'il pourrait y avoir moyen, dans une certaine mesure, de faire une citation plus fidèle au paragraphe 1 de la proposition du Président et il s'est déclaré préoccupé au sujet du manque de prévisibilité et de sécurité qui, sur le plan juridique, pourrait découler du paragraphe 2, aux termes duquel chaque Membre semblait avoir unilatéralement le droit de décider dans quels cas appliquer des règles d'origine.

5.7 Le représentant du Canada a indiqué qu'il semblait y avoir un problème de rédaction au paragraphe 1, plutôt qu'un problème de fond. Au sujet du paragraphe 2, la position canadienne était que l'application des règles d'origine harmonisées à d'autres instruments de politique dépendait des autres instruments de politique. Le paragraphe 2 semblait exprimer la même position de manière inverse, presque sous forme négative. Il serait donc nécessaire de rédiger à nouveau ce paragraphe comme il se devait.

5.8 Le représentant de l'Inde a émis de sérieuses réserves au sujet de la proposition du Président. Il a estimé que le paragraphe 1 tendait à restreindre l'application des règles d'origine harmonisées, sans tenir compte du fait que l'article 1:2 de l'Accord ne donnait qu'une liste d'instruments de politique commerciale, alors que l'objectif de l'Accord était que les règles d'origine harmonisées soient utilisées dans tous les instruments non préférentiels de politique commerciale. En ce qui concerne le paragraphe 2, il a mis l'accent sur le fait que très souvent les Membres avaient des points de vue divergents sur leurs droits et obligations et qu'en cas de différend à ce sujet, des différends apparaîtraient également à propos de l'application des règles d'origine harmonisées. Autrement dit, les règles d'origine harmonisées seraient pour ainsi dire reléguées au second plan. L'intervenant a déclaré en outre que le fait de lier l'application de règles d'origine aux droits et obligations de chaque

Membre au titre des Accords de l'OMC autres que l'Accord lui-même irait en réalité à l'encontre de l'intention de transparence, de neutralité et de prévisibilité qui était exprimée dans l'Accord lui-même et à laquelle le programme de travail pour l'harmonisation s'efforçait de donner corps. Par conséquent, accepter le paragraphe 2 reviendrait en quelque sorte à annuler le travail réalisé par le CRO pendant les sept années précédentes ou, pour le moins, à affaiblir l'application et la portée des règles d'origine harmonisées. Il a fait observer en outre que la volonté d'éliminer les obstacles non nécessaires au commerce était exprimée dans le préambule de l'Accord et a déclaré que le commerce concernait tous les Accords de l'OMC.

5.9 La représentante de l'Égypte a déclaré qu'elle partageait les préoccupations du Brésil et de l'Inde au sujet de l'expression troublante "dans lesquels des règles d'origine sont utilisées" qui figurait au paragraphe 1, ainsi qu'au sujet du paragraphe 2, qui pourrait signifier que chaque Membre se réserverait unilatéralement le droit de décider au sujet de l'application des règles d'origine harmonisées. Elle a souligné que le CRO était soumis aux obligations qui découlaient de l'Accord lui-même et non pas d'accords de l'OMC autres que cet accord.

5.10 Le représentant de l'Argentine a déclaré, à titre d'observation préliminaire, que la proposition du Président semblait laisser entendre que les dispositions des autres accords de l'OMC primaient celles de l'Accord lui-même. Cependant, étant donné que les dispositions de l'Accord étaient plus spécifiques que celles des autres accords de l'OMC, l'Accord prévalait sur les autres accords de l'OMC.

5.11 Le représentant de la Colombie a déclaré qu'afin de permettre aux Membres de poursuivre l'exécution du programme de travail pour l'harmonisation, il fallait parvenir à s'entendre sur la question des conséquences et il a partagé les préoccupations exprimées par le Brésil, l'Inde et d'autres Membres au sujet de la proposition du Président.

5.12 La représentante de la Nouvelle-Zélande avait de sérieuses réserves à faire au sujet de la proposition du Président. Le paragraphe 1 semblait donner plus de flexibilité à l'Accord que n'en prévoyaient les dispositions mêmes de l'Accord. Le paragraphe 2 semblait aussi laisser une grande liberté de décision.

5.13 Le représentant des États-Unis a déclaré que la raison pour laquelle le CRO n'avait pas pu résoudre un aussi grand nombre de questions concernant des produits spécifiques était l'absence de communauté de vues au sujet des dispositions de l'Accord considérées et que la proposition du Président était d'une grande utilité. Il partageait l'opinion du Canada selon laquelle l'application des règles d'origine harmonisées à d'autres instruments de politique dépendait des autres accords couvrant ces instruments de politique et a déclaré qu'il lui était difficile d'approuver le point de vue de certaines délégations selon lequel les mots "appliqueront ... de manière égale" qui figuraient à l'article 3 a) de l'Accord étaient l'expression d'une obligation future d'utiliser les règles d'origine harmonisées pour tous les instruments de politique commerciale, ce qui revenait à créer une nouvelle obligation pour les Membres. À ce sujet, il a rappelé que certains Membres avaient fait savoir qu'ils n'avaient pas actuellement de règles d'origine, ce qui, selon lui, signifierait que ces Membres appliquaient à l'heure actuelle d'autres politiques commerciales non préférentielles au titre d'autres accords de l'OMC sans utiliser de règles d'origine, qu'il s'agisse de l'Accord SPS, de l'Accord sur les ADPIC, de l'Accord OTC ou de l'Accord antidumping. Il a demandé alors ce qui obligerait à l'avenir ces Membres à utiliser les règles d'origine harmonisées pour appliquer les mesures couvertes par les autres accords de l'OMC, si ces Membres n'étaient pas obligés actuellement d'utiliser des règles d'origine pour appliquer les mesures couvertes par ces mêmes accords.

5.14 Les représentants du Brésil et de l'Inde ont indiqué que la raison pour laquelle certains Membres n'avaient pas de règles d'origine non préférentielles était qu'ils pensaient que le programme de travail pour l'harmonisation pourrait être achevé dans le délai fixé.

5.15 Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il n'avait pas voulu dire que les Membres qui avaient fait savoir qu'ils n'avaient pas à l'heure actuelle de règles d'origine non préférentielles n'étaient pas habilités à utiliser des instruments de politique commerciale. Ce qu'il avait dit était que rien n'interdisait d'employer ces instruments sans utiliser de règles d'origine. Tout en partageant l'opinion du Brésil selon laquelle il y aurait une obligation au titre de certains accords de l'OMC d'utiliser des règles d'origine, il a déclaré qu'il y avait un grand nombre d'accords dans le cadre desquels des instruments non préférentiels de politique commerciale pouvaient être mis en œuvre sans recourir à des règles d'origine, par exemple les dispositions de l'Accord OTC relatives à l'étiquetage des marchandises et les mesures découlant des prescriptions de l'Accord SPS. Il a rappelé en outre la communication des États-Unis qui faisait l'objet du document G/RO/W/65, dans laquelle plusieurs questions étaient soulevées quant à l'applicabilité des règles d'origine harmonisées à la marque commerciale "100% Colombian coffee" dans le cadre de l'Accord OTC, de l'Accord sur les ADPIC et de l'article IX du GATT de 1994.

5.16 Le représentant du Japon a déclaré que son pays s'était efforcé d'éclaircir la question spécifique du rapport entre les règles d'origine harmonisées et l'étiquetage des produits alimentaires destinés à la consommation intérieure, ainsi qu'entre les règles d'origine harmonisées et les mesures sanitaires et phytosanitaires (G/RO/W/74). Des discussions très fructueuses et constructives avaient eu lieu à ce sujet au sein du Comité, comme en témoignait le document G/RO/M/40, ce qui a encouragé le Japon à poursuivre le programme pour l'harmonisation. Dans cet esprit, il a demandé que le Conseil général soit dûment et objectivement informé du fait que de telles discussions avaient eu lieu dans le cadre du CRO.

5.17 Le représentant de l'Inde a déclaré que lorsque les Membres étaient convenus d'harmoniser les règles d'origine, cela présupposait que de nouvelles obligations en découleraient. Lorsque les Membres étaient convenus que ces nouvelles règles d'origine s'appliqueraient de manière générale à toutes les politiques commerciales non préférentielles, cela présupposait que de nouvelles obligations en découleraient aussi, sans quoi il n'y avait aucune raison d'avoir des règles d'origine harmonisées.

5.18 Le représentant du Pakistan a déclaré que son pays procédait à un examen attentif de ces paragraphes et qu'il souhaitait se réserver le droit de présenter ses observations ultérieurement. Il a rappelé que lorsqu'il avait été proposé d'entreprendre l'étude des conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres accords de l'OMC, sa délégation s'intéressait à la manière dont les règles harmonisées influeraient sur les échanges commerciaux lorsque les Membres auraient recours aux mesures correctives prévues dans d'autres accords. La question n'était pas de savoir si les Membres pouvaient ou non appliquer les règles d'origine harmonisées, ainsi qu'il ressortait du paragraphe 2 de la proposition du Président, mais comment ces règles fonctionneraient dans le cadre d'autres accords. L'intervenant a rappelé en outre que dans un des exposés prononcés devant le Conseil général, l'ancien Président, M. Ahn, avait cité un exemple relevant du domaine des mesures antidumping. Il avait décrit une situation dans laquelle des tissus en provenance du pays "A" étaient exportés dans le pays "B". Le pays "B" transformait ces tissus en un certain produit, par exemple du linge de lit, qu'il vendait à des prix de dumping dans le pays "C". Dans ce cas, si les règles s'appliquaient au tissu, dans quel cadre s'inscrivait l'action antidumping? Serait-elle dirigée contre le pays "B" ou, compte tenu de la règle applicable au tissu, contre le pays "A"? Une question plus importante se posait, à savoir quel serait le produit visé du point de vue des marges antidumping; serait-ce le tissu en provenance du pays "A" ou le produit final, c'est-à-dire le linge de lit? Les marges seraient-elles établies par rapport au linge de lit ou aux exportations du pays "A"? Lorsque le Pakistan avait demandé, quelques années auparavant, que cette étude soit entreprise, certains partenaires commerciaux avaient fait savoir à la délégation pakistanaise que les négociateurs devaient regarder au-delà de la période de l'ATV. La délégation pakistanaise avait répondu que les préoccupations de son pays avaient principalement trait au commerce pendant la période postérieure à l'ATV. L'intervenant était d'avis que cette question devait être soumise au Conseil général. Cependant, la formulation proposée ne traduisait pas l'intention véritable de l'étude. L'intervenant a

donc demandé instamment que l'examen de cette question se poursuive sans délai, au même titre que l'étude des conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres accords de l'OMC, afin que le Conseil général soit dûment informé et puisse donner des directives ou rendre des décisions sur cette question en toute connaissance de cause.

5.19 La représentante de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le CRO était parvenu à une étape cruciale de ses travaux. Les Ministres avaient fixé à Doha une date limite pour conclure le programme de travail pour l'harmonisation, à savoir la fin de l'année en cours. Grâce aux efforts louables du Président et du Secrétariat pour relancer ces travaux, cette date limite pourrait être respectée, ce à quoi contribuerait aussi la flexibilité dont les Membres avaient fait preuve lors des réunions précédentes. L'intervenante a rappelé qu'à la réunion d'avril, la Nouvelle-Zélande avait présenté avec l'Australie un document soulignant qu'il était important de négocier des règles d'origine compatibles avec les objectifs du programme de travail pour l'harmonisation tels qu'ils étaient énoncés dans l'Accord. Il était de la plus haute importance d'atteindre cet objectif. L'harmonisation des règles d'origine n'était que le moyen de parvenir à un but, ce but étant d'ajouter de la certitude au commerce et de ne pas créer de restrictions ou d'interruptions indues des échanges commerciaux internationaux. Il s'agissait là d'une partie des nombreux arguments que la Nouvelle-Zélande avait présentés auparavant dans le cadre du CRO et qui étayaient le document préparé pour la réunion en cours (G/RO/W/88). Pour l'essentiel, ce document tentait de préciser la portée des règles d'origine harmonisées et leur domaine d'application s'agissant des autres accords de l'OMC et de leurs dispositions. En conclusion, le souhait était exprimé que les discussions sur ce point fassent progresser les travaux du CRO et encouragent les Membres à adopter une approche de l'harmonisation des règles d'origine qui tienne pleinement compte des objectifs et des principes de l'Accord. L'article 1:2 de l'Accord donnait une liste, qui n'était toutefois pas exhaustive, des domaines d'application des règles d'origine harmonisées dans les instruments non préférentiels de politique commerciale. Certains Membres avaient déjà abordé cette question lors des réunions précédentes. Les documents présentés par le Japon et les États-Unis avaient aussi mis en lumière un besoin évident d'en approfondir l'examen. Le document de la Nouvelle-Zélande s'intéressait à la référence faite, dans l'article 1:2 de l'Accord, à l'article IX du GATT et à la manière dont cela pouvait être interprété. Cette référence montrait que les règles d'origine que le programme de travail pour l'harmonisation permettrait de définir devraient servir de critère de détermination de l'origine pour toute réglementation obligatoire portant sur l'apposition de marques d'origine sur les marchandises. Rien ne permettait encore d'affirmer que tel serait vraiment le cas. La discussion au sein du CRO aiderait à mieux comprendre cette question et, éventuellement, permettrait d'apporter des éclaircissements sur le sujet. Le document néo-zélandais s'intéressait aussi à l'Accord OTC et à la manière dont l'application des règles d'origine harmonisées pouvait poser des problèmes de compatibilité avec les dispositions de l'Accord. Par le passé, cette question n'avait été que brièvement examinée par souci de ne pas empiéter sur le domaine de compétence du Comité OTC. Quoi qu'il en soit, le temps était venu d'examiner cette question étant donné qu'un des points de l'ordre du jour de la réunion en cours du CRO était "Conséquences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres accords de l'OMC". Sans vouloir qu'ils se sentent obligés d'exprimer une opinion ferme à ce sujet, l'intervenante a encouragé les Membres à examiner les questions soulevées dans le document de la Nouvelle-Zélande et à faire connaître leurs points de vue. Ce document abordait en outre la question des règles d'origine nationales (ou des règles d'origine internationales aux fins d'un étiquetage national) mises en place par les pays pour déterminer si des marchandises sont d'origine nationale ou non. Il ressortait de l'analyse présentée dans ledit document qu'un bilan pourrait être demandé aux Membres afin de déterminer si leurs règles d'origine nationales étaient en conformité avec l'Accord. Là encore, tout point de vue sur le sujet serait bienvenu. Pour conclure, l'intervenante a souhaité que le document de la Nouvelle-Zélande incite les Membres à faire des progrès dans l'exécution du programme de travail pour l'harmonisation. Elle n'entendait toutefois pas s'efforcer de "finir à tout prix", si cela devait conduire à perdre de vue les objectifs et principes initiaux de l'Accord. Traiter ces questions alors et non pas plus tard faciliterait les travaux du CRO et contribuerait à garantir que la question des conséquences ne reviendrait pas hanter les Membres après l'achèvement du programme

de travail pour l'harmonisation. L'intervenante a souhaité que lorsqu'il serait saisi de la question, plus tard dans l'année, le Conseil général soit dûment informé au sujet des questions soulevées dans le document de la Nouvelle-Zélande et dans les autres documents présentés lors de la séance en cours.

5.20 Le représentant de l'Australie a souhaité que le rapport du Président au Conseil général rende compte des points de vue exprimés dans la communication conjointe de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (G/RO/W/83). Il a rappelé qu'un certain nombre de questions avaient été soulevées dans ce document, qui allaient bien au-delà de la simple question des conséquences en cours d'examen. Il s'agissait entre autres de l'importance de faire en sorte que les négociations débouchent sur une facilitation du commerce et que le programme de travail pour l'harmonisation permette d'établir des règles d'origine qui soient cohérentes, c'est-à-dire logiques et homogènes.

5.21 Le CRO a pris note des déclarations et est convenu de soumettre cette question au Conseil général en tant que principale question de fond.

VI. NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 ET DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE

6.1 Le Président a rappelé que depuis la réunion précédente, le Secrétariat avait fait circuler un document informant les délégations des notifications présentées par la Chine, le Taipei chinois, la Géorgie et Hong Kong, Chine (G/RO/N/37). À ce jour, 83 Membres avaient fait des notifications de règles d'origine non préférentielles et 84 Membres des notifications de règles d'origine préférentielles.

6.2 Le Président s'est déclaré préoccupé de ce qu'un certain nombre de Membres n'avaient pas encore satisfait aux obligations de notification. Il a demandé instamment aux Membres qui n'avaient pas encore présenté de notification de le faire le plus tôt possible.

6.3 Le CRO a pris note de la déclaration.

VII. AUTRES QUESTIONS

A. DATES ET ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE RÉUNION

7.1 Le Président a proposé que les dates et l'ordre du jour de la réunion suivante soient fixés en consultation avec les délégations et compte tenu des décisions que prendrait le Conseil général.
